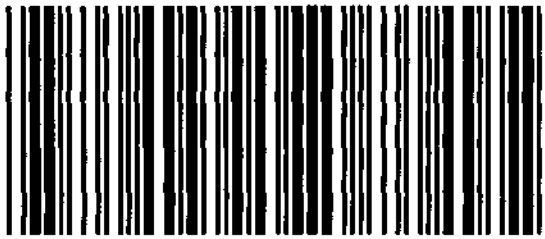

DOCUMENT INFORMATION

FILE NAME : Ch_VI_9

VOLUME : VOL-1

CHAPTER : Chapter VI. Narcotic Drugs and Psychotropic Substances

TITLE : 6.9 Agreement concerning the Suppression of Opium Smoking

Bangkok, 27 November 1931 and Lake Success, New York, 11 December 1946

UNITED NATIONS NATIONS UNIES

Conference on the Suppression of Opium-Smoking

convened under Article XII of the Geneva Opium Agreement

AGREEMENT AND FINAL ACT

signed at Bangkok, 27 November 1931, and amended by the Protocol signed at Lake Success, New York, 11 December 1946

Conférence pour la suppression de l'habitude de fumer l'opium

convoquée en vertu de l'Article XII de l'Accord de Genève sur l'opium

ACCORD ET ACTE FINAL

signés à Bangkok le 27 novembre 1931, et amendés par le Protocole signé à Lake Success, New-York, 11 décembre 1946

Note: The underlined text indicates the amendments introduced by the Protocol signed at Lake Success, New York, 11 December 1946.

Note: Le texte souligné indique les amendements introduits par le Protocole signé à Lake Success, New-York, le 11 décembre 1946.

Lake Success, New York

1947

[Communiqué au Conseil et aux Membres de la Société des Nations.]

No officiel: C. 70. M. 36. 1932. XI.

Genève, le 27 janvier 1932.

SOCIETE DES NATIONS

CONFÉRENCE POUR LA SUPPRESSION DE L'HABITUDE DE FUMER L'OPIUM, CONVOQUÉE EN VERTU DE L'ARTICLE XII DE L'ACCORD DE GENÈVE SUR L'OPIUM

ACCORD ET ACTE FINAL

(Signés à Bangkok, le 27 novembre 1931)

LEAGUE OF NATIONS

CONFERENCE ON THE SUPPRESSION OF OPIUM-SMOKING CONVENED UNDER ARTICLE XII OF THE GENEVA OPIUM AGREEMENT

AGREEMENT AND FINAL ACT

(Signed at Bangkok, November 27th, 1931)

ACCORD

LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, LA FRANCE, L'INDE, LE JAPON, LES PAYS-BAS, LE PORTUGAL ET LE SIAM,

Ayant décidé d'examiner la situation, en ce qui concerne l'application, dans leurs possessions et territoires d'Extrême-Orient, du chapitre II de la Convention internationale de La Haye sur l'opium du 23 janvier 1912, et de l'Accord de Genève du 11 février 1925, et de rechercher quelles mesures supplémentaires peuvent être prises pour réaliser la suppression de l'usage de l'opium à fumer,

Ont nommé à cet effet, pour leurs plénipotentiaires:

Le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Sir Malcolm DELEVINGNE, K.C.B., Adjoint permanent au Secrétaire d'Etat, Ministère de l'Intérieur.

France:

Son Excellence M. Roger MAUGRAS, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Siam.

M. G. BOURGOIS, Consul.

Inde:

M. J. B. MARSHALL, C.I.E., Commissaire de l'Accise de Birmanie.

Japon:

Son Excellence M. Y. YATABE, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi de Siam.

M. S. MUNESUYE, Secrétaire au Ministère des Affaires d'outre-mer.

Pays-Bas:

M. W. G. VAN WETTUM, Conseiller du Gouvernement néerlandais pour les Affaires internationales de l'opium.

M. C. Ph. C. E. STEINMETZ, Inspecteur en chef, Chef du Service de la régie de l'opium des Indes néerlandaises.

M. H. HOLTKAMP, Administrateur au Département des finances des Indes néerlandaises.

Portugal:

Le docteur João PEREIRA DE MAGALHÃES, Directeur des Services administratifs civils, chargé du Gouvernement de Macao.

Le docteur Pedro José LOBO, Inspecteur des Services économiques, Directeur du Monopole de l'opium, Macao.

Siam:

Phya SRIVISAR VACHA, Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères.

Son Altesse Sérénissime le Prince VIVADHANAJAGA JAYANTA, Directeur général du Service des recettes.

AGREEMENT

THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND, FRANCE, INDIA, JAPAN, THE NETHERLANDS, PORTUGAL AND SIAM,

Having decided to review the position in regard to the application in their Far-Eastern possessions and territories of Chapter II of the Hague International Opium Convention of January 23rd, 1912, and of the Geneva Agreement of February 11th, 1925, and to consider what further measures can be taken to bring about the suppression of the use of opium for smoking,

Have for that purpose appointed as their Plenipotentiaries:

The United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:

Sir Malcolm DELEVINGNE, K.C.B., Permanent Deputy Under-Secretary of State of the Home Office.

France:

His Excellency M. Roger MAUGRAS, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of Siam.

M. G. BOURGOIS, Consul.

India:

Mr. J. B. MARSHALL, C.I.E., Excise Commissioner of Burma.

Japan:

His Excellency M. Y. YATABE, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary accredited to His Majesty the King of Siam.

M. S. MUNESUYE, Secretary of the Ministry of Overseas Affairs.

The Netherlands:

M. W. G. VAN WETTUM, Adviser to the Netherlands Government in International Opium Questions.

M. C. Ph. C. E. STEINMETZ, Chief Inspector, Head of the Opium Régie of the Netherlands Indies.

M. H. HOLTKAMP, Administrator of the Department of Finance of the Netherlands Indies.

Portugal:

Dr. João PEREIRA DE MAGALHÃES, Director of Civil Administration Services, in charge of the Government of Macao.

Dr. Pedro José LOBO, Inspector of Economic Services, Superintendent of the Opium Monopoly, Macao.

Siam:

Phya SRIVISAR VACHA, Under-Secretary of State for Foreign Affairs.

His Serene Highness Prince VIVADHANAJAGA JAYANTA, Director-General of the Revenue Department.

Lesquels, ayant examiné la situation actuelle en Extrême-Orient et étudié les conclusions et suggestions de la Commission chargée par la Société des Nations de procéder à une enquête sur le contrôle de l'opium à fumer en Extrême-Orient,

Ayant déposé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme,

Sont convenus de compléter l'Accord de Genève ainsi que suit:

Article premier.

La vente au détail et la distribution de l'opium ne pourront s'effectuer que dans des magasins du gouvernement, c'est-à-dire des magasins possédés et gérés par le gouvernement; ou bien, dans le cas où les circonstances locales rendraient difficile l'établissement d'un tel magasin, dans des magasins gérés, sous le contrôle du gouvernement, par des personnes nommées à cet effet par le gouvernement et rétribuées uniquement au moyen d'une rémunération fixe, et non d'une commission sur les ventes.

La disposition ci-dessus pourra ne pas être appliquée dans le cas où il existerait un système de licence et de rationnement des fumeurs donnant des garanties équivalentes ou plus efficaces, ou dans le cas où subsisteraient, comme régime strictement temporaire, des magasins de vente exercés par la Régie.

Article II.

1. Il est interdit à toute personne âgée de moins de 21 ans de fumer l'opium ou de pénétrer dans une fumerie.

2. Quiconque incitera une personne de moins de 21 ans à fumer de l'opium, à pénétrer dans une fumerie ou à se procurer de l'opium, ou facilitera tout acte de ce genre de la part de cette personne, se rendra coupable d'un délit pour lequel il devra être prévu des pénalités sévères, pouvant aller jusqu'à la prison.

Article III.

Les Hautes Parties contractantes conviennent de donner une base légale à la pratique, déjà suivie d'une manière générale, de ne vendre l'opium préparé qu'au comptant.

Article IV.

En vue de rendre plus strict le contrôle de la fabrication de l'opium préparé, tout Monopole du gouvernement aura le droit de s'approvisionner en opium préparé à une manufacture du Monopole du gouvernement, située dans un autre territoire appartenant à la même Puissance.

Article V.

Le présent Accord ne s'applique qu'aux possessions et territoires d'Extrême-Orient des Hautes Parties contractantes, y compris les territoires cédés à bail ou protégés, dans lesquels l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé.

Who, having examined the present situation in the Far East and having considered the conclusions and suggestions of the Commission appointed by the League of Nations to enquire into the control of opium-smoking in the Far East,

Having deposited their full powers found in good and due form,

Have agreed to supplement the Geneva Agreement as follows:

Article I.

The retail sale and distribution of opium shall take place only from Government shops—that is, shops owned and managed by the Government, or, where the local circumstances make the establishment of a Government shop difficult, from shops managed, under Government supervision, by persons appointed by the Government for that purpose and remunerated by a fixed payment only and not by a commission on sales.

The foregoing provision need not be applied if a system of licensing and rationing of smokers is in force, which affords equivalent or more effective guarantees, or during the continuance, as a strictly temporary measure, of selling-establishments controlled by the Monopoly.

Article II.

1. Persons under twenty-one years of age shall be prohibited from smoking opium and from entering any smoking-establishment.

2. Any person inducing a person under twenty-one years of age to smoke opium or to enter an opium-smoking establishment or to procure opium, or facilitating any such act on the part of such a person, shall be guilty of an offence, for which severe penalties, including a term of imprisonment, shall be provided.

Article III.

The High Contracting Parties agree to give a legal basis to the practice, already generally in operation, of selling prepared opium for cash only.

Article IV.

For the purpose of rendering stricter the control of the manufacture of prepared opium, it shall be permissible for a Government Monopoly to be supplied with prepared opium from the factory of a Government Monopoly in another territory of the same Power.

Article V.

The present Agreement applies only to the Far-Eastern possessions or territories of the High Contracting Parties, including leased or protected territories, in which the use of prepared opium is temporarily authorised.

Lors de la ratification, chaque Haute Partie contractante pourra déclarer que son adhésion à l'Accord ne s'étend pas à un territoire quelconque sur lequel elle n'exerce qu'un protectorat, et elle pourra adhérer ultérieurement à l'Accord, pour tout protectorat ainsi exclu, au moyen d'une notification d'adhésion déposée entre les mains du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui notifiera immédiatement ce dépôt à toutes les autres Hautes Parties contractantes.

Article VI.

Le présent Accord, dont les textes français et anglais font foi, sera sujet à ratification.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de la Société des Nations le plus tôt qu'il sera possible.

L'Accord n'entrera en vigueur qu'après avoir été ratifié par toutes les Hautes Parties contractantes. La date de son entrée en vigueur sera le quatre-vingt-dixième jour après la réception, par le Secrétaire général de la Société des Nations, de la dernière ratification.

Le présent Accord sera enregistré par le Secrétaire général de la Société des Nations le jour de son entrée en vigueur.

Article VII.

Si l'une des Hautes Parties contractantes désire dénoncer le présent Accord, la dénonciation sera notifiée par écrit au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui communiquera immédiatement copie de la notification à toutes les autres Hautes Parties contractantes, en leur faisant savoir la date à laquelle il l'a reçue.

La dénonciation ne produira ses effets qu'à l'égard de la Haute Partie contractante qui l'aura notifiée et un an après que la notification en sera parvenue au Secrétaire général.

EN FOI DE QUOI les plénipotentiaires susmentionnés ont signé le présent Accord.

FAIT à Bangkok le vingt-sept novembre mil neuf cent trente et un, en un seul exemplaire, qui sera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations, et dont des copies certifiées conformes seront remises à toutes les Hautes Parties contractantes.

At the moment of ratification any High Contracting Party may declare that its acceptance of the Agreement does not include any territory over which it exercises only a protectorate; and may accede subsequently, in respect of any protectorate thus excluded, by means of a notification of accession deposited with the Secretary-General of the United Nations who shall forthwith notify the accession to all the other High Contracting Parties.

Article VI.

The present Agreement, of which the French and English texts are both authentic, shall be subject to ratification.

The instruments of ratification shall be deposited with the Secretary-General of the League of Nations as soon as possible.

The Agreement shall not come into force until it has been ratified by all the High Contracting Parties. The date of its coming into force shall be the ninetieth day after the receipt by the Secretary-General of the League of Nations of the last ratification.

The Agreement shall be registered by the Secretary-General of the League of Nations upon the day of its coming into force.

Article VII.

If one of the High Contracting Parties should wish to denounce the present Agreement, the denunciation shall be notified in writing to the Secretary-General of the United Nations, who will immediately communicate a copy of the notification to all the other High Contracting Parties, informing them of the date on which it was received.

The denunciation shall take effect only as regards the High Contracting Party which notified it, and one year after the notification thereof has reached the Secretary-General.

IN FAITH WHEREOF the above-mentioned Plenipotentiaries have signed the present Agreement.

DONE at Bangkok the twenty-seventh day of November, one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall remain deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and certified true copies of which shall be delivered to all the High Contracting Parties.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Malcolm DELEVINGNE

FRANCE

FRANCE

ROGER MAUGRAS

G. BOURGOIS

INDE INDIA

J. B. MARSHALL

The Delegate of India stated that he signed the Agreement subject to the following declaration:

"I declare that my signature to this Agreement is subject to the understanding that it does not apply at present to the territory known as the Shan States and that it applies, so far as India is concerned, only to the Province of Burma excluding the Shan States."[1]

JAPON JAPAN

Y. YATABE
S. MUNESUYE

PAYS-BAS THE NETHERLANDS

VAN WETTUM
STEINMETZ
H. HOLTKAMP

PORTUGAL PORTUGAL

João P. DE MAGALHÃES
Pedro José LOBO

SIAM SIAM

Phya SRIVISAR
VIWAT

In accordance with the declaration made at the Conference, the Siamese Delegation signs this Agreement with a reservation to Article I.[2]

ACTE FINAL

La Conférence, convoquée en vertu de l'article XII de l'Accord de Genève du 11 février 1925, en vue d'examiner la situation, en ce qui concerne l'application du chapitre II de la Convention internationale de La Haye sur l'opium du 23 janvier 1912 et de l'Accord de Genève du 11 février 1925, et d'étudier les suggestions de la Commission chargée par la Société des Nations de procéder à une enquête sur le contrôle de l'opium à fumer en Extrême-Orient, s'est réunie, sur l'invitation du Gouvernement siamois à Bangkok, au Sahadaya Smagom Hall, du 9 au 27 novembre 1931.

Les Gouvernements ci-dessous mentionnés ont participé à la Conférence et ont désigné pour leurs plénipotentiaires:

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD.

Délégué:

Sir Malcolm DELEVINGNE, K.C.B.
Adjoint permanent au Secrétaire d'Etat, Ministère de l'Intérieur.

Conseillers techniques:

M. D. W. TRATMAN, C.M.G.
Premier secrétaire colonial adjoint, Hong-Kong.

FINAL ACT

The Conference convened in accordance with Article XII of the Geneva Agreement of February 11th, 1925, to review the position in regard to the application of Chapter II of the Hague International Opium Convention of January 23rd, 1912, and of the Geneva Agreement, and to consider the suggestions made by the Commission appointed by the League of Nations to enquire into the control of opium-smoking in the Far East, met, by the invitation of the Siamese Government, in the Sahadaya Smagon Hall at Bangkok from November 9th to 27th, 1931.

The Governments mentioned hereunder took part in the Conference, for which they had appointed the following Plenipotentiaries:

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND.

Delegate:

Sir Malcolm DELEVINGNE, K.C.B.
Permanent Deputy Under-Secretary of State of the Home Office.

Technical Advisers:

Mr. D. W. TRATMAN, C.M.G.
Principal Assistant Colonial Secretary, Hong-Kong.

[1] [*Traduction.*]
Le délégué de l'Inde a déclaré qu'il signait l'accord sous réserve de la déclaration suivante:
"Je déclare que ma signature au présent Accord est donnée sous réserve que cet Accord ne s'applique pas à présent aux territoires connus sous le nom de 'Etats Chans' et qu'il ne s'applique, en ce qui concerne l'Inde, qu'à la province de Birmanie, non compris les Etats Chans."

[2] [*Traduction.*]
Conformément à la déclaration faite à la Conférence, la délégation siamoise signe cet Accord en faisant une réserve au sujet de l'article premier.

M. G. E. CATOR
Directeur des monopoles du Gouvernement, Etablissements du Détroit.

M. A. B. JORDAN
Secrétaire par intérim aux Affaires chinoises, Etats malais fédérés.

M. J. D. LLOYD
Chef du Service de répression de l'opium, Hong-Kong.

Secrétaire:

M. J. M. MARTIN
Premier secrétaire adjoint au Ministère des Colonies, Londres.

FRANCE.

Délégué:

Son Excellence M. Roger MAUGRAS
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la République française à Bangkok.

Délégué suppléant:

M. BOURGOIS
Consul de France.

Conseiller technique:

M. TOUZET
Directeur adjoint des Finances de l'Indochine.

INDE.

Délégué:

M. J. B. MARSHALL, C.I.E.
Commissaire de l'Accise de Birmanie.

JAPON.

Délégués:

Son Excellence M. Y. YATABE
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de Sa Majesté l'Empereur du Japon à Bangkok.

M. S. MUNESUYE
Secrétaire au Ministère des Affaires d'outre-mer, Tokio.

Conseillers techniques:

M. C. KUROI
Ingénieur du Service d'hygiène du Gouvernement général de Kouan-Toung.

Le Dr K. SHIMOJO
Ingénieur du Service d'hygiène du Gouvernement général de Taïwan.

M. KUSAMA
du Ministère des Affaires étrangères, Tokio.

Secrétaire:

M. A. KODAKI
Vice-Consul au Consulat général impérial du Japon à Calcutta.

Secrétaires-adjoints:

M. R. AMATA
Chancelier de la Légation impériale du Japon à Bangkok.

M. E. HIROKAWA
Chancelier de la Légation impériale du Japon à Bangkok.

M. TAKAHASHI

Mr. G. E. CATOR
Superintendent of Government Monopolies, Straits Settlements.

Mr. A. B. JORDAN
Acting Secretary for Chinese Affairs, Federated Malay States.

Mr. J. D. LLOYD
Head of the Opium Preventive Service, Hong-Kong.

Secretary:

Mr. J. M. MARTIN
Assistant Principal at the Colonial Office, London.

FRANCE.

Delegates:

His Excellency M. Roger MAUGRAS
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the French Republic at Bangkok.

Substitute Delegate:

M. BOURGOIS
Consul of France.

Technical Adviser:

M. TOUZET
Assistant Director of Finance of Indo-China.

INDIA.

Delegate:

Mr. J. B. MARSHALL, C.I.E.,
Excise Commissioner of Burma.

JAPAN.

Delegates:

His Excellency M. Y. YATABE
His Imperial Japanese Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at Bangkok.

M. S. MUNESUYE
Secretary of the Ministry for Overseas Affairs, Tokio.

Technical Advisers:

M. C. KUROI
Health Engineer of the Government-General of Kwantung.

Dr. K. SHIMOJO
Health Engineer of the Government-General of Taiwan.

M. KUSAMA
of the Ministry for Foreign Affairs, Tokio.

Secretary:

M. A. KODAKI
Vice-Consul, Imperial Japanese Consulate-General, Calcutta.

Assistant Secretaries:

M. R. AMATA
Chancellor of the Imperial Japanese Legation at Bangkok.

M. E. HIROKAWA
Chancellor of the Imperial Japanese Legation at Bangkok.

M. TAKAHASHI

PAYS-BAS.

Délégués:

M. W. G. VAN WETTUM
Conseiller du Gouvernement néerlandais pour les Affaires internationales de l'opium.

Le Dr C. Ph. C. E. STEINMETZ
Inspecteur en chef, Chef du Service de la régie de l'opium des Indes néerlandaises.

Le Dr H. HOLTKAMP
Administrateur au Département des finances des Indes néerlandaises.

Secrétaire:

M. P. G. G. J. LUBBERS
Inspecteur par intérim du Service de la régie de l'opium des Indes néerlandaises.

PORTUGAL.

Délégués:

M. João PEREIRA DE MAGALHÃES
Directeur des Services administratifs civils, chargé du Gouvernement de Macao.

M. Pedro José LOBO
Inspecteur des Services économiques, Directeur du Monopole de l'opium, Macao.

SIAM.

Délégués:

Phya SRIVISAR VACHA
Sous-Secrétaire d'Etat au Ministère des Affaires étrangères.

Son Altesse Sérénissime
le Prince VISADHANAJAGA JAYANTA
Directeur général du Service des Recettes.

Conseiller technique:

Phya BIBADANAKORN
Directeur général de l'Administration de l'opium.

Secrétaire:

Phra MANJUVADI
Directeur du Service de la Société des Nations au Ministère des Affaires étrangères.

Secrétaires adjoints:

Luang CHALERM
Inspecteur au Service des recettes.

Luang ABHIROM
Sous-Directeur au Département central du Ministère des Finances.

Nai Nobpawan PURNASIRI
Sous-Chef de bureau au Ministère des Affaires étrangères.

PARTICIPANT À LA CONFÉRENCE À TITRE D'OBSERVATEUR:

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Observateur:

M. John Kenneth CALDWELL
Consul général des Etats-Unis d'Amérique.

THE NETHERLANDS.

Delegates:

M. W. G. VAN WETTUM
Adviser to the Netherlands Government in International Opium Questions.

Dr. C. Ph. C. E. STEINMETZ
Chief Inspector, Head of the Opium Régie of the Netherlands Indies.

Dr. H. HOLTKAMP
Administrator of the Department of Finance of the Netherlands Indies.

Secretary:

M. P. G. G. J. LUBBERS
Acting Inspector of the Opium Régie of the Netherlands Indies.

PORTUGAL.

Delegates:

Dr. João PEREIRA DE MAGALHÃES
Director of Civil Administration Services, in charge of the Government of Macao.

Dr. Pedro José LOBO
Inspector of Economic Services, Superintendent of the Opium Monopoly, Macao.

SIAM.

Delegates:

Phya SRIVISAR VACHA
Under-Secretary of State for Foreign Affairs.

His Serene Highness
Prince VISADHANAJAGA JAYANTA
Director-General of Revenue Department.

Technical Adviser:

Phya BIBADANAKORN
Director-General of the Opium Department.

Secretary:

Phra MANJUVADI
Chief of the League of Nations Section, Ministry for Foreign Affairs.

Assistant Secretaries:

Luang CHALERM
Inspector, Revenue Department.

Luang ABHIROM
Sub-Director, Central Department of the Ministry of Finance.

Nai Nobpawan PURNASIRI
Sub-Chief of Bureau, Ministry for Foreign Affairs.

PARTICIPATING AT THE CONFERENCE AS OBSERVER:

UNITED STATES OF AMERICA.

Observer:

Mr. John Kenneth CALDWELL
Consul-General of the United States of America.

Conseiller de l'observateur:

Le colonel Lucien R. SWEET
de la Gendarmerie philippine.

La Conférence a adopté un nouvel accord complétant l'Accord de Genève, ainsi qu'une série de recommandations adressés aux gouvernements intéressés et au Conseil de la Société des Nations. Ces recommandations sont les suivantes:

I.

La Conférence,

Se rangeant à la conclusion de la Commission d'enquête nommée par la Société des Nations, à savoir que la suppression de l'usage de l'opium préparé a pour condition une limitation effective de la production de l'opium;

Considérant que cette limitation ne peut être réalisée que par voie d'accord international,

Fait sienne la proposition de la Commission demandant que toutes les mesures possibles soient prises en vue de réaliser cet accord et la soumet à l'examen des gouvernements intéressés.

II.

La Conférence,

Reconnaissant que l'existence de quantités considérables d'opium illicite constitue l'obstacle principal qui s'oppose à la restriction de la consommation d'opium préparé au moyen d'un système de licences et de rationnement, tel que le recommande la Commission d'enquête;

Considérant également que les régions dans lesquelles l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé ne se trouvent pas toutes pareillement exposées au trafic illicite et que, dans certaines régions, ce trafic n'existe pas ou n'existe que dans une très faible mesure;

Prenant note également de l'expérience faite dans ce domaine par certains pays,

Recommande aux gouvernements des territoires dans lesquels l'habitude de fumer l'opium est temporairement autorisée d'examiner, dans l'esprit le plus favorable, la possibilité d'appliquer le système de licences et de rationnement dans les régions où le trafic illicite ne constitue pas un obstacle sérieux.

III.

La Conférence,

Considérant qu'il est désirable que le système de licences et de rationnement soit adopté dès que les circonstances le permettront;

Estimant que la première mesure préparatoire à l'application de ce système consiste dans l'adoption d'un système d'immatriculation des fumeurs et d'enregistrement des ventes, et,

Constatant qu'il existe actuellement deux méthodes appliquées, à cet effet, dans certains territoires, à savoir:

Adviser to the Observer:

Colonel Lucien R. SWEET
of the Philippines Constabulary.

The Conference adopted a further agreement supplementing the Geneva Agreement and a series of recommendations addressed to the Governments concerned and to the Council of the League of Nations, as follows:

I.

The Conference,

Agreeing with the conclusion of the Commission of Enquiry appointed by the League of Nations that the suppression of the use of prepared opium is dependent on the effective limitation of the production of opium; and

Considering that the limitation of the production of opium can be effected only through international agreement:

Supports the proposal made by the League Commission to the effect that all possible steps should be taken to bring about such agreement, and recommends the proposal to the consideration of the Governments concerned.

II.

The Conference,

Recognising that the main obstacle in the way of the restriction of the consumption of prepared opium by means of a system of licensing and rationing, as recommended by the Commission of Enquiry, is the existence of large supplies of illicit opium;

Taking note, also, of the fact that all the regions in which the use of prepared opium is temporarily authorised are not equally exposed to the illicit traffic, and that in some regions illicit traffic does not exist or only exists to an insignificant extent;

Taking note also of the experience of certain Governments in the matter:

Recommends that the Governments of the territories in which opium-smoking is temporarily authorised should examine in the most favourable spirit the possibility of applying, in those regions where the illicit traffic does not constitute a serious obstacle, the system of licensing and rationing.

III.

The Conference,

Bearing in mind the desirability of adopting the system of licensing and rationing as soon as circumstances permit;

Considering that the first step in preparation for the enforcement of the above system is the adoption of a system of registering smokers and recording the sales; and

Noting that there are at present two methods by which this is being done in some territories—namely:

a) La délivrance, à chaque fumeur, d'une carte d'identité qu'il est tenu de présenter lors de chaque achat et l'inscription de tout achat fait par lui;

b) L'inscription, au moment de la vente, du nom et de l'adresse de l'acheteur, ainsi que de la quantité d'opium achetée, et la tenue d'un registre central établi d'après ces registres locaux,

Signale, aux gouvernements des pays qui n'appliquent encore aucun système d'immatriculation, l'opportunité d'adopter l'une ou l'autre des méthodes mentionnées ci-dessus.

IV.

La Conférence,

Considérant que les causes qui mènent à l'usage de l'opium à fumer se trouvent surtout: *a*) dans les conditions d'existence des classes dans lesquelles se recrutent principalement les fumeurs et *b*) dans l'idée que l'opium fumé guérit ou soulage en cas de maladie;

Reconnaissant également que, malgré les progrès importants déjà réalisés pour l'amélioration de ces conditions et pour le développement des services médicaux et sanitaires dans les territoires d'Extrême-Orient des Etats intéressés, et malgré les résultats encourageants déjà obtenus, il reste beaucoup à faire au point de vue de l'extension de l'œuvre accomplie dans ce domaine,

Recommande qu'un programme d'extension de ce genre soit considéré comme un élément important de la politique de l'opium de tous les gouvernements intéressés.

V.

La Conférence recommande qu'un compte spécial de l'opium faisant ressortir, d'une part, les recettes provenant du Monopole de l'opium et, d'autre part, toutes les dépenses connexes au contrôle de la consommation et à la lutte contre l'habitude de fumer l'opium, soit établi chaque année et joint en annexe au rapport annuel que le gouvernement du territoire soumet à la Société des Nations.

VI.

La Conférence,

Considérant les profits énormes réalisés par le trafic illicite de l'opium et convaincue qu'une peine d'amende ne constitue pas en soi une sanction suffisante pour décourager toute participation à ce trafic,

Recommande aux gouvernements de prévoir dans la législation en vigueur sur leur territoire, à moins que des dispositions à cet effet n'y figurent déjà, des stipulations portant que:

a) Toutes les personnes convaincues d'avoir, d'une façon quelconque, préparé l'exécution, par d'autres, d'actes de contrebande d'opium, seront condamnées à une

(*a*) Issuing to each smoker an identification card which he is required to produce on the occasion of each purchase and recording each purchase made by him;

(*b*) Recording, at the time of the sale of opium, the name and address of the purchaser and the amount of opium purchased, and compiling from such records a central register;

Recommends to the Governments of those countries that have not yet adopted any form of registration the advisability of adopting one or other of the above measures.

IV.

The Conference,

Considering that the causes which lead to the adoption of the practice of opium-smoking are to be found chiefly (*a*) in the conditions of life of the classes from which opium smokers are mainly drawn, and (*b*) in the belief that the practice is a remedy for or means of alleviating disease;

Recognising, also, that, while important progress has already been made in the improvement of those conditions and in the extension of medical and health services in the Far-Eastern territories of the Powers concerned and encouraging results have been obtained, much remains to be done in developing and extending work on these lines:

Recommends that such development and extension should be treated as an important part of the opium policy of all the Governments concerned.

V.

The Conference recommends that a special opium account showing, on the one side, the revenue derived from the Opium Monopoly and, on the other side, all the expenditure connected with the control of consumption and with the campaign against the habit of smoking opium should be prepared annually, and that this account should be annexed to the annual report submitted by the Government of the territory to the League of Nations.

VI.

The Conference,

Having in mind the large profits made in the illicit traffic in opium, and being convinced that the imposition of a monetary penalty is not by itself sufficient to deter persons from taking part in such traffic:

Recommends to the Governments represented that the laws in force in their territories should, unless provisions to the same effect are already in force, provide

(*a*) That, subject to the discretion of the courts to mitigate the penalty in particular cases, the penalty of imprisonment should be imposed in the case of persons proved to have

peine de prison, sous la réserve que les tribunaux pourront, à leur discrétion, atténuer la peine dans des cas particuliers, et,

b) Que le maximum de la peine d'emprisonnement pouvant être infligée devra être suffisamment élevé pour constituer une mesure préventive efficace.

(La délégation japonaise a déclaré ne pouvoir accepter cette résolution, en ce qui concerne Formose.)

VII.

La Conférence recommande que toutes les mesures possibles soient prises en vue d'obtenir que le dross produit par l'opium fumé soit remis au gouvernement; elle signale que la tâche des gouvernements à cet égard se trouverait sérieusement facilitée s'il était possible d'utiliser un procédé simple, d'application pratique, qui permette de déterminer la nature du dross ainsi remis, c'est-à-dire de savoir s'il a été déjà fumé à nouveau, s'il est adultéré ou s'il a été produit par de l'opium autre que l'opium du gouvernement.

VIII.

La Conférence recommande que les arrangements envisagés à l'article VIII de l'Accord de Genève, visant les échanges de renseignements et de vues au sujet du trafic illicite de l'opium, soient étendus et s'appliquent à toutes les questions d'un intérêt commun, concernant la suppression de l'habitude de fumer l'opium, en particulier aux mesures préventives qui peuvent être prises pour remédier aux conditions qui favorisent le développement de cette habitude, au traitement des opiomanes et à leur surveillance après guérison. Elle considère également qu'il serait utile, surtout dans le cas de territoires où les conditions sont analogues, que des conférences pussent avoir lieu de temps à autre entre les représentants des services intéressés, afin de discuter les mesures à prendre pour les fins ci-dessus mentionnées.

Une procédure de ce genre facilitera l'adoption générale des mesures dont les différents gouvernements auront reconnu l'efficacité.

IX.

La Conférence, après avoir examiné les résultats des expériences faites dans les différents territoires en ce qui concerne la guérison des fumeurs invétérés, signale à tous les gouvernements intéressés l'importance d'adopter des dispositions adéquates pour assurer le traitement de toutes les personnes sincèrement désireuses de se guérir de leur habitude, de prendre des mesures actives en vue d'encourager les fumeurs à chercher la guérison et de développer ou d'encourager, par l'intermédiaire d'institutions bénévoles, la sauvegarde des personnes guéries après traitement, afin de les protéger contre les rechutes.

taken steps, in any way whatsoever, for the carrying out by others of acts of illicit traffic in opium, and

(*b*) That the maximum term of imprisonment that may be imposed shall be of such severity as will prove an adequate deterrent.

(The Japanese delegation stated that it could not accept this resolution as applied to Formosa.)

VII.

The Conference recommends that all practicable measures should be taken to obtain the return to the Government of the dross produced by the smoking of prepared opium, and points out that it would be of great assistance to the Opium Administrations if a simple test could be devised which could be readily applied for determining the character of the dross brought in, and, in particular, whether it has already been resmoked, whether it is adulterated, or whether it is the product of other than Government opium.

VIII.

The Conference recommends that the arrangements contemplated by Article VIII of the Geneva Agreement for the exchange of information and views in regard to the illicit traffic in opium should be extended to cover all matters of common interest in connection with the suppression of the practice of opium-smoking, including particularly the remedial measures that may be taken for removing the causes which lead to the practice and for the treatment and after-care of opium-addicts. It also considers that it would be valuable, especially in the case of territories where the conditions are similar, if conferences could take place from time to time between the representatives of the services concerned to discuss the measures to be taken for the purposes mentioned.

Action on these lines will facilitate the general adoption of measures that have been found by the different Governments to be effective.

IX.

The Conference, after consideration of the experience acquired in the different territories in regard to the cure of addiction to opium-smoking, urges upon all the Governments concerned the importance of adequate provision being made for the treatment of all persons genuinely desiring to be cured of their addiction, and of the Governments taking active steps to encourage persons to seek the cure of their addiction, and to promote, or encourage through voluntary effort, the after-care of persons who have undergone a cure, with a view to safeguarding them against relapse.

X.

La Conférence,

Considérant que la tâche des gouvernements, dans la lutte contre l'habitude de fumer l'opium, se trouverait facilitée s'ils avaient à leur disposition des renseignements plus complets et plus autorisés sur certaines questions, à savoir:

1° Les effets physiologiques et psychologiques sur l'individu, de l'habitude: *a*) de fumer l'opium, *b*) de fumer le dross d'opium;

2° Les éléments composants de l'opium qui produisent ces effets, ainsi que la possibilité et les moyens d'éliminer, de remplacer par quelque substance inoffensive, ou de rendre inoffensifs de toute autre manière, lesdits éléments;

3° Les méthodes de traitement des fumeurs d'opium;

4° La recherche d'un procédé qui puisse être facilement employé et qui permette de déterminer la nature du dross remis par le fumeur et de s'assurer que ce dross n'a été ni fumé à nouveau, ni adultéré, ni produit par de l'opium autre que celui du gouvernement.

Recommande que des mesures soient prises afin qu'il soit procédé, d'après un plan qui sera discuté entre les gouvernements intéressés, à des recherches sur ces différentes questions, et que l'assistance de la Commission consultative et du Comité d'hygiène de la Société des Nations soit demandée pour la préparation d'un programme de recherches et la surveillance de son exécution.

XI.

La Conférence,

Considérant que des renseignements détaillés doivent être fournis à la Société des Nations sur la situation dans les territoires où l'usage de l'opium préparé est temporairement autorisé,

Recommande que la Commission consultative de l'opium de la Société des Nations soit invitée à préparer, à l'intention des gouvernements de ces territoires, le cadre d'un rapport annuel contenant des détails sur les questions supplémentaires suivantes:

Mesures prises pour décourager l'usage de l'opium préparé (article VII de l'Accord de Genève), traitement et surveillance après guérison des opiomanes, classes de la population auxquelles appartiennent les fumeurs, quantité moyenne d'opium consommée annuellement par les fumeurs de chaque nationalité, consommation d'opium par tête d'habitant et prix de l'opium pratiqués par le trafic illicite.

* * *

La Conférence a abouti à la conclusion que toute mesure radicale en vue de la suppression de l'habitude de fumer l'opium demeure impossible tant que la production d'opium reste aussi énorme et que des quantités considérables d'opium continuent à être introduites en fraude

X.

The Conference,

Considering that the work of the Governments in dealing with the practice of opium-smoking would be facilitated if more complete and authoritative information were available on certain questions—namely:

(*i*) The effects, physiological and psychological, on the individual of the practice (*a*) of smoking opium, (*b*) of smoking opium dross;

(*ii*) What are the constituents of opium which produce those effects, and whether and how it is possible to eliminate, replace by some harmless substance, or otherwise render harmless such constituents;

(*iii*) Methods of cure of addiction to opium-smoking;

(*iv*) Provision of a test which can be readily applied for determining the character of dross brought in—*e.g.*, whether it has already been resmoked, or is adulterated, or is the product of other than Government opium;

Recommends that arrangements should be made for research into these questions on a plan to be agreed between the Governments concerned, and that the assistance of the Advisory Committee and of the Health Committee of the League should be obtained in preparing a programme for such research and supervising its execution.

XI.

The Conference,

Considering that detailed information should be furnished to the League of Nations regarding the situation in the territories where the use of prepared opium is temporarily authorised:

Recommends that the Opium Advisory Committee of the League should be asked to prepare, for the use of the Governments of these territories, a form of annual report which would include particulars as regards the following additional matters:

The measures taken to discourage the use of prepared opium (Article VII of the Geneva Agreement); the cure and after-care of opium-addicts; the classes of the population to which the opium-smokers belong; the average quantity consumed annually by smokers of each nationality; the consumption of opium per head of the population, and the current prices of opium in the illicit traffic.

* * *

The Conference came to the conclusion that no radical measures for the suppression of the practice of opium-smoking are practicable while the production of opium continues on an enormous scale and while large quantities of opium are smuggled into the territories of the Powers

dans les territoires des pays intéressés; elle a jugé essentiel de signaler la situation, en ce qui concerne la production et la contrebande de l'opium, à la fois au Conseil de la Société et à l'opinion publique, dans l'espoir que la publication des faits amènera les gouvernements des pays intéressés à prendre des mesures actives afin de limiter cette production et d'empêcher l'exportation en vue de fins illicites.

* * *

Au cours de la Conférence, les chefs des services de l'opium qui étaient présents ont élaboré un programme d'étroite coopération entre leurs services respectifs, pour la répression du trafic illicite de l'opium dans les territoires d'Extrême-Orient.

EN FOI DE QUOI les délégués ont signé le présent Acte.

FAIT à Bangkok, le vingt-sept novembre mil neuf cent trente et un, en simple expédition, qui sera déposée dans les archives du Secrétariat de la Société des Nations; copie conforme en sera remise à tous les Etats représentés à la Conférence.

concerned, and considered it essential to place on record the position in regard to the production and smuggling of opium, both for the information of the Council of the League of Nations and of public opinion, and in the hope that the publication of the facts may lead the Governments of the countries concerned to take active steps to limit such production and prevent exportation for illicit purposes.

* * *

During the Conference, a scheme for ensuring close co-operation between the respective opium services in regard to the suppression of the illicit traffic in opium in the Far-Eastern territories was prepared by the heads of those services who were present at the Conference.

IN FAITH WHEREOF the Delegates have signed the present Act.

DONE at Bangkok, the twenty-seventh day of November, one thousand nine hundred and thirty-one, in a single copy, which shall be deposited in the archives of the Secretariat of the League of Nations, and of which authenticated copies shall be delivered to all States represented at the Conference.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD

THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND

Malcolm DELEVINGNE

FRANCE

FRANCE

Roger MAUGRAS
G. BOURGOIS

INDE

INDIA

J. B. MARSHALL

JAPON

JAPAN

Y. YATABE
S. MUNESUYE

PAYS-BAS

THE NETHERLANDS

VAN WETTUM
STEINMETZ
H. HOLTKAMP

PORTUGAL

PORTUGAL

João P. DE MAGALHÃES
Pedro José LOBO

SIAM

SIAM

Phya SRIVISAR
VIWAT

CERTIFICATION

I hereby certify that the attached document is a true copy of the English and French texts of the Agreement concerning the Suppression of Opium Smoking done at Bangkok on 27 November 1931 and Lake Success, New York on 11 December 1946, the original of which is deposited with the Secretary-General of the United Nations.

Chief, Treaty Section,
Office of Legal Affairs

CERTIFICAT

Je certifie que le texte ci-joint est une copie conforme des textes anglais et français de l'Accord relatif à la suppression de l'habitude de fumer l'opium fait à Bangkok le 27 novembre 1931 et Lake Success (New York) le 11 décembre 1946, dont l'original est déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

Chef de la Section des Traités,
Bureau des Affaires juridiques

Palitha T. B. Kohona

United Nations
New York, June 2005

Organisation des Nations Unies
New York, juin 2005

Certified true copy VI.9
Copie certifiée conforme VI.9
November 2004